

Burkina Faso: Gestion des fonds miniers de développement local

Par Mahamadi Tieгна

L'Association des femmes du secteur minier du Burkina Faso (AFEMIB), a tenu les 23 et 24 septembre 2016 à Ouagadougou, un atelier de réflexion à l'implication des femmes dans la gestion des fonds miniers.

En marge de la 1ere édition de la Semaine des activités minières de l'Afrique de l'Ouest (SMAO), l'Association des femmes du secteur minier du Burkina Faso (AFEMIB) s'est intéressée à la gestion des fonds miniers de développement local.

Dans le cadre des activités de son plan d'action 2016, l'AFEMIB a convié une cinquantaine de femmes à la réflexion sur le thème de «la représentativité, le rôle et l'implication des femmes dans la gouvernance des fonds miniers de développement local».

Durant 48 heures, les 23 et 24 septembre 2016, les participantes venues de 8 pays d'Afrique de l'Ouest ont échangé sur le thème central de la problématique de la gestion des fonds miniers de développement local dans la sous-région, avec un accent particulier sur le cas du Burkina Faso.

En effet, le pays ne dispose pas encore de fonds minier de développement local et a bien besoin de s'inspirer de l'expérience des autres pays miniers qui en disposent.

Ce qui permettra d'éviter les erreurs des devanciers en vue d'une meilleure administration du futur fonds burkinabè en prenant en compte les femmes du secteur.

«L'association regroupe les femmes qui exercent dans le secteur minier ou qui ont un intérêt particulier dans ce secteur, en tant que cadre du ministère en charge des mines, employées des sociétés minières, fournisseurs de biens et services miniers, orpailleurs», a indiqué Lucie Kabré, membre de l'AFEMIB et technicienne en charge de l'appui aux communautés riveraines des mines.

Un secteur minier masculin

Selon elle, «il est difficile pour les femmes de s'affirmer dans le secteur des mines à causes des préjugés et la structure vise donc essentiellement à promouvoir le genre dans «un secteur minier jugé encore plus masculin que dans les autres secteurs».

L'AFEMIB s'investit particulièrement dans le renforcement des capacités, l'hygiène, la sécurité et l'entrepreneuriat féminin dans l'économie verte car le domaine des mines est potentiellement «destructeur» de l'environnement.

Mme Kabré a salué l'accompagnement des partenaires des activités de l'association, en particulier le Projet d'appui au développement du secteur minier (PADSEM) qui a permis de doter les orpailleurs en kits de protection contre les inhalations de poussière sur les sites aurifères. «Notre vision, c'est un secteur minier émergent et pas pauvre après la fermeture des mines.

L'or brille à Ouagadougou et c'est la pauvreté sur les sites», a renchéri Marie-Rose Aïda Tamboura, présidente de l'AFEMIB et coordonnatrice du Réseau des associations féminines de l'Afrique de l'Ouest.

La présidente a justifié la pertinence de la prise en compte du genre étant donné que plus de 50% de ces fonds iront aux communes et aux régions pour le développement communautaire, pour un mieux-être.

«Il faut que nous allons vers ces femmes pour leur dire d'embrasser les métiers des technologies de pointe pour pouvoir prétendre à des postes dans les sociétés minières. Sinon, nous allons toujours rester en retrait.

Ce n'est pas tant la mine qui importe mais le développement économique durable car l'or n'est pas renouvelable. Quand c'est fini, c'est fini. On ne veut donc pas de second Poura» a plaidé Aïda Marie-Rose Tamboura.

Elle fait allusion à l'ancienne ville minière de Poura dans la région du Centre-Ouest qui avait permis à la localité d'amorcer son développement local après l'ouverture d'une mine d'or en 1983. Mais la fermeture de la mine a sonné le glas de l'économie locale.

Pour éviter les images d'apocalypse d'après-fermeture, la présidente de l'AFEMIB s'est dit prête à tout. «Nous allons élaborer des plaidoyers à l'intention des pouvoirs exécutif et législatif.

Nous battons le pavé, s'il le faut, pour faire entendre nos voix, pour que nos plaidoyers arrivent effectivement sur la table du président de l'Assemblée nationale, et du Premier ministre», a affirmé Mme Tamboura.

Copyright © 2016 Sidwaya. Droits de reproduction et de diffusion réservés. Distribué par AllAfrica Global Media (allAfrica.com). Pour toute modification, demande d'autorisation de reproduction ou de diffusion, contactez directement le propriétaire des droits en cliquant ici.

AllAfrica publie environ 1,000 articles par jour provenant de plus de 140 organes de presse et plus de 500 autres institutions et particuliers, représentant une diversité de positions sur tous les sujets. Nous publions aussi bien les informations et opinions de l'opposition que celles du gouvernement et leurs porte-paroles. Les pourvoyeurs d'informations, identifiés sur chaque article, gardent l'entière responsabilité éditoriale de leur production. En effet AllAfrica n'a pas le droit de modifier ou de corriger leurs contenus.

Les articles et documents identifiant AllAfrica comme source sont produits ou commandés par AllAfrica. Pour tous vos commentaires ou questions, contactez-nous ici.



AllAfrica est une voix de, par et sur l'Afrique agrégeant, produisant et distribuant plus de 1,000 articles etnouvelles par jour provenant de plus de 140 organes de presse africaine et de nos propres journalistes à un public africain et mondial. Nous opérons à partir de Cape Town, Dakar, Lagos, Monrovia, Nairobi et Washington DC.

